



Crise financière !

C'est tout le système capitaliste financiarisé qui est mis en accusation avec le scandale de la Société Générale. Regard croisé sur la crise financière avec Raymond Lannuzel, syndicaliste à la Société Générale et Clotilde Mathieu, journaliste économique.

p. 4

Les Nouvelles



Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 844

14 février 2008

prix: 0,70 €



Ils l'ont fait !

En ratifiant le traité de Lisbonne, les parlementaires ont bafoué le vote du peuple du 29 mai 2005



■ EUROPE: POURSUIVRE LE COMBAT

Le meeting du Collectif national pour un référendum, a réuni plusieurs centaines de personnes à la Manufacture des Tabacs à Nantes. Les pistes pour l'avenir malgré la ratification du traité de Lisbonne

P. 3

■ EMPLOI

Suite de nos dossiers sur les compétences des collectivités locales avec les prérogatives du Conseil général en matière d'emploi.

P. 5

■ LE RÉVISIONNISME ACCUSÉ

Les minutes du procès que le révisionniste Faurisson a perdu face à Robert Badinter viennent d'être publiées

P. 6

■ DYNAMIQUE DE CAMPAGNE À SAINT-NAZAIRE

Les communistes de Saint-Nazaire sont déterminés à s'exprimer avec force à l'occasion des élections cantonales. Yvon Renevot, Secrétaire de la section de Saint-Nazaire est l'invité de la semaine.

P. 7



L'actualité politique...

EN BREF

La seule solution, c'est l'Union

Alors que les élections locales peuvent permettre de sanctionner la droite de Sarkozy et de faire des collectivités locales des lieux de résistance à la politique de casse du gouvernement, le PS a fait le choix de primaires à gauche dans plusieurs villes communistes. « Dans plus de 90 % des villes en France, la gauche part unie mais il y a encore trop d'endroits où cette unité ne s'est pas encore réalisée » rappelle Marie George Buffet qui assure qu'elle « n'accepte pas les primaires », et qu'elle se battra « jusqu'au bout pour empêcher des listes de division » affirmant qu'il est encore possible de « reprendre les discussions ».

Qui Perd Gagne

Daniel Bouton, patron de la Société Générale a gagné en 2007, 3,34 millions d'euros de plus value au titre de cession d'actif de stock options. Ceci s'ajoute bien sur à son confortable salaire de 3,3 millions d'euros de rémunération annuelle. On savait que la bourse ressemblait souvent au tapis vert, on constate parfois que c'est la règle du qui perd gagne qui s'applique lorsqu'il s'agit de la rémunération des grands patrons.

Salaires toujours

Visiblement, les fonctionnaires ne disposeront pas de la même plus value que Daniel Bouton sur leurs salaires. En réponse à leur mobilisation, le gouvernement propose une augmentation de 0,5% du point d'indice alors que la seule inflation est de 1,6%. Proposition qui a eu pour premier effet de provoquer la colère des syndicats avant l'ouverture des négociations.



Extrême gauche, la tentation unitaire

Rien ne va plus pour l'extrême gauche nantaise. La querelle entre la liste LO et la liste LCR se poursuit. Thierry Fourage accusant Hélène Defrance d'avoir refusé de négocier à l'automne et cette dernière rétorquant à Thierry Fourage qu'elle seule disposait de la légitimité pour avoir la tête de l'hypothétique liste commune. Pour rajouter du piment dans le méli mélo gauchiste, Lutte Ouvrière vient d'exclure sa minorité « L'étincelle » pour d'obscures raisons. Pourquoi pas une liste « l'étincelle » qui en plus de celle du PT, de LO (canal historique), de la LCR porterait l'extrême gauche à 60% des listes présentées à Nantes ? Rappelons que la LCR veut créer un grand parti anticapitaliste, que le PT lance un grand parti ouvrier et que c'est aussi l'objectif historique de Lutte Ouvrière.

Point de vue

Par Aymeric SEASSAU



Ils l'ont fait ! Les parlementaires ont ouvert la porte, sans complexes, à la ratification du nouveau traité européen, pourtant semblable, comme deux gouttes d'eau à celui rejeté en 2005 par 54% des suffrages. Triste Europe qui se construit sans entendre l'expression populaire dans le silence complice voire l'approbation d'un trop grand

lent faire avaler de force la pilule libérale à leur électorat tandis que d'autres n'hésitent pas à franchir la frontière en rejoignant la droite de Sarkozy. D'autres, enfin, plaident l'alliance avec le centre démocrate chrétien allant jusqu'à constituer des listes municipales avec le MODEM. Et si la gauche française n'est pas celle de nos voisins européens, c'est aussi grâce au travail d'un Parti communiste organisé, un parti qui veut lutter tout autant que gérer pour transformer la société. Imaginons, l'espace d'un instant la gauche sans les communistes. Quel choix cruel que celui des électeurs de gauche qui devraient alors choisir entre un pôle social démocrates / verts recentré et une extrême gauche qui se refuse à participer aux institutions. Voilà pourquoi les communistes travaillent au rassemblement le plus

large à gauche même lorsqu'ici où là, en Seine Saint Denis comme à Saint Malo de Guersac, l'union reste un combat. Voilà pourquoi les communistes doivent continuer de participer à la gestion des communes et des départements et faire élire

«Le devenir de la gauche se joue dès aujourd'hui!»

nombre de députés de gauche. A l'heure où une profonde crise idéologique traverse la gauche française, la situation européenne interpelle. Au nord, l'Angleterre, le modèle à l'anglo-saxonne avec son bipartisme bien installé où alternent conservatisme et libéralisme. A l'est, l'Allemagne où la coalition droite / gauche provoque le mécontentement de nombreux secteurs du monde du travail. Au sud, l'Italie et l'échec d'une coalition allant des communistes au centre droit.

Bien sur, la France n'est ni l'Italie, ni l'Allemagne ni l'Angleterre. Et pourtant... Certains à gauche veu-

des maires, des présidents de Conseils généraux et de nombreux Conseillers municipaux ou généraux. Pour ne laisser aucune place aux recompositions politiques qui céderaient aux sirènes du marché plutôt qu'à la défense des intérêts des salariés et des familles populaires. Dès lors, le score réalisé par le PCF à ces élections fera date. Le devenir de la gauche se joue dès aujourd'hui.

Les Versaillais...

Députés et sénateurs, sans état d'âme, ont voté la révision constitutionnelle refusant ainsi aux citoyens un référendum sur le traité européen. Un déni de démocratie. C'est en effet en congrès à Versailles (tout un symbole !) que les parlementaires se sont arrogé le droit de parler au nom du peuple pour adopter à une très forte majorité, la révision constitutionnelle préalable à la ratification parlementaire du traité de Lisbonne. Le coup de force, politiquement préparé de longue date par Sarkozy n'a été possible que grâce au concours des parlementaires socialistes. Il fallait une majorité des 3/5^{ème} pour voter l'adoption. Si le vote de la plupart des députés et sénateurs de droite (à l'exception des «souverainistes») et du

centre était acquis, seuls les parlementaires communistes (21 députés et 24 sénateurs) se sont opposés unanimement à la révision en votant contre. Les

Vert de Loire-Atlantique en étaient) et le vote pour. L'attitude globale du PS est largement condamnable : il dit être pour un référendum et à Versailles la

Si tous les parlementaires socialistes avaient voté contre la révision, le référendum s'imposait !

En démocratie, il est une règle absolue : ce que le peuple a fait par la voie du référendum ne peut être soumis qu'à un autre référendum si la question posée est la même. Or, la question posée est exactement la même : être pour ou contre ce traité copié-collé du précédent. C'est insupportable d'un point de vue démocratique et dangereux pour l'Europe dont les peuples se détachent un peu plus. Que faire maintenant ? Si le vote du congrès n'aide pas, juridiquement, tout est encore possible. Le recours au référendum doit rester une exigence à l'égard du chef de l'Etat. Les communistes agiront jusqu'au bout pour l'obtenir.

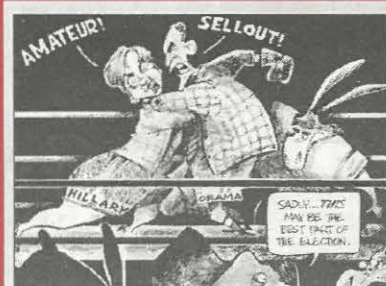
YV



socialistes, hormis 121 opposants (en Loire-Atlantique les sénateurs Charles Gautier et François Autain), se sont partagés entre l'abstention (les députés PS et

consigne de vote était l'abstention et donc implicitement approbation par la voie parlementaire puisque seules les voix exprimées sont prises en compte.

De vous à moi...



La campagne présidentielle américaine est lancée. A droite, c'est le vétéran du Vietnam qui prend le dessus face à un milliardaire mormon et un télévangéliste millionnaire. Au Parti démocrate, c'est Hillary la femme blessée qui est en ballottage favorable face au play boy Obama. Les dès sont jetés, comme sur un tapis vert de Las Vegas. C'est bien connu, plus on joue, plus on a des chances de gagner. Et ce sont des dizaines de millions de dollars que les candidats à l'investiture ont engagés pour gagner la préférence des électeurs avec une mise en scène bien orchestrée cédant une large part à la vie privée des candidats. Imaginez un pays où le/la future présidente ferait un jour sur deux la Une des quotidiens. Imaginez un pays où l'on verrait chaque jour le président à la télé. Imaginez un pays où pour asseoir son influence on peut s'appuyer sur les colossales fortunes privées de ses amis. Imaginez un pays où la vie privée marquerait autant que le programme politique. Imaginez un pays où tout serait mis en œuvre pour forcer la main des électeurs entre deux partis... Heureusement, ce pays se trouve bien loin de chez nous, de l'autre côté de l'Atlantique.

A.S.

VITE LU VITE DIT

LE PALLET

C'est un communiste qui conduira l'opposition au Palet. La liste peut être en capacité de battre le maire de droite. En effet, Joël Lemaître a réuni autour de lui de nombreuses personnalités locales allant bien au-delà des rangs des partis de gauche. Toutefois le PCF sera représenté par 3 candidat(e)s.

LA TURBALLE

Serge Baron représentera le PCF 2 fois pour les élections de mars. Il sera en effet présent, candidat aux cantonales sur le canton de Guérande mais aussi présent sur la liste de rassemblement de la gauche à la Turballe où l'union a pu se réaliser alors que ce n'était pas le cas en 2001. Il faut dire qu'à l'occasion de la cantonale partielle de 2006 le candidat communiste avait réalisé un bon score à La Turballe.

LA CHAPELLE LAUNAY

La gauche est peut être en situation de gagne à La Chapelle Launay. **Elle pourra compter sur les 9 candidats communistes et apparentés qui ont construit des candidatures d'ouverture** en faisant notamment preuve de volonté dans le rajeunissement puisque Julien Rousseau, un étudiant de 18 ans, fait partie des candidats.

REZE

4 communistes seront présents en position éligible sur la liste de rassemblement de la gauche conduite par le maire Gilles Retière. **Les communistes rezéen pourront compter avec un représentant au Conseil communautaire et une adjointe au maire.** CHATEAUBRIANT Les communistes de Châteaubriant sont déterminés à contribuer à mettre en échec le maire de droite actuel. Ils participeront donc avec 4 candidats dont tous ne sont pas membres du PCF à la liste d'union de la gauche.

■ Europe : Ne pas nous laissez bâillonner !



Lors du meeting unitaire du 1er février portant l'exigence de démocratie sur le traité de Lisbonne, et après le constat "d'échec" pour les uns, "d'impuissance" pour les autres, ou encore "d'incapacité à reprendre l'offensive après le 29 mai", la question de l'après 4 février a été au cœur de toutes les interventions.

Comme l'indique Marc DOLEZ, député socialiste du Nord : *« Imposer un texte dans le dos des peuples est grave pour l'avenir de notre pays et celui de l'Europe. Mais, le combat ne va pas s'arrêter le 4 février. Il nous faut poursuivre le combat d'une autre construction pour l'Europe, et le poursuivre dans l'unité. Et, ce combat*

a besoin d'une gauche digne de ce nom qui s'appuie naturellement sur la souveraineté populaire. Francis WURTZ, député européen communiste, a souhaité replacer l'enjeu de ce référendum dans le contexte européen. Il démontre que la construction européenne a, depuis ces débuts, et de traités en directives, été libérale ; l'économie de marché ouverte où la concurrence est libre, domine. Ce qui, pour lui, est contraire à la démocratie ou en tout cas, entraine la démocratie limitée. Ce contexte doit nous amener à *"ne pas déguiser les acquis de 2005, et s'engager dans une bataille durable et permanente"*. *"La dimension européenne doit être prégnante du débat poli-*

tique " précise t-il. Claude DEBONS, collectif du 29 mai, conforte cette vision. Pour lui, *"le retour de la directive Bolkestein en septembre 2005 a montré que les objectifs libéraux n'avaient pas été retirés après la victoire du NON en mai 2005"*

Après le 4 février

Alors, oui, le projet de traité de Lisbonne reprend la substance de l'ex-traité constitutionnel ; oui, aujourd'hui comme hier, c'est tout un projet de société qui est en jeu ; oui, les parlementaires de gauche avaient entre leurs mains la possibilité de contraindre Sarkozy de laisser les Français en décider par voie de référendum. **En tout état de cause, ce combat ne s'est pas arrêté le 4 février.**

Des rendez-vous sont déjà fixés "pour mettre en avant nos alternatives pour une autre Europe" comme nous y invite Aurélie TROUVE d'ATTAC :

- la présidence de la France à compter du 1er juillet 2008 : comment utiliserons-nous tous les espaces pour faire le lien entre les politiques nationales et européennes ; le lien avec le traité de Lisbonne ?
 - le forum social européen en septembre 2008 pour porter des exigences au niveau européen ;
 - les élections européennes en 2009.....
- ...Autant de moments ou de raisons pour mener le débat avec les citoyens, comme nous avons su le faire en mai 2005, et construire un projet européen de progrès.



■ Le PCF à l'offensive pour défendre et développer les infrastructures portuaires et aéroportuaires

Ce sont les 2 dossiers chauds du moment. La volonté de privatisation de l'activité de manutention dans ports témoigne à nouveau de la fuite en avant libérale d'un gouvernement qui se désengage et se refuse à investir. **Aux côtés des salariés du ports mobilisés, la Fédération du PCF dénonce la volonté de Fillon et Sarkozy de «brader le patrimoine national pour mieux servir les intérêts des grands groupes privés».** Pour les communistes, «Ce dont souffrent les ports autonomes français, c'est du désengagement financier de l'Etat depuis plusieurs années.../

Si le Port autonome de Nantes/Saint-Nazaire continue de progresser, c'est parce que les collectivités régionale, départementale, communautaires contribuent fortement à l'investissement en infrastructures portuaires, accompagnant le Port qui a une situation financière saine et parce qu'il y a ici, une main d'œuvre qualifiée et performante.../ La Fédération de Loire-Atlantique du Parti Communiste Français condamne vigoureusement cette privatisation portuaire et assure les personnels du Port autonome de Nantes/Saint-Nazaire, tout

comme leurs collègues des autres ports, de son soutien total aux luttes et initiatives qu'ils mènent et qu'ils mèneront.»

Dans le même temps, après les évolutions positives du dossier de transfert de l'Aéroport Nantes Atlantique vers Notre Dames Des Landes, le ministre Bussereau a effectué un inquiétant virage en indiquant que le nouvel aéroport serait relié à l'agglomération nantaise par un car en site propre.

Par la voix de Yann Vince, président du groupe à Nantes Métropole, les communistes ont «tenu à rappeler que suivant la demande des collectivités partenaires, la Commission d'enquête publique qui a rendu un avis favorable à la réalisation du nouvel aéroport, a assorti cet avis de recommandations fortes. L'une d'entre elles, concerne son raccordement en transports collectifs. Cette recommandation est très précise et demande le raccordement ferroviaire de l'agglomération nantaise à Notre-Dame-des-Landes, par tram/train dès l'ouverture de l'aéroport.» Dès lors, les élus communistes de l'agglomération nantaise ont décidé d'interpeller le gouvernement pour gagner un tram/train dès l'ouverture du site.

■ Une campagne de terrain en direction des salariés

Leurs candidat-e-s désigné-e-s, **les communistes sont pleinement engagés dans la campagne des élections cantonales**, de la même façon qu'ils le sont pour les municipales malgré le fait que ce dernier scrutin a tendance à occulter les enjeux du premier. Ainsi, la plupart des candidat-e-s ont aujourd'hui présenté leur candidature dans la presse locale. Sur les deux cantons renouvelables de Saint-Nazaire (Ouest et Centre), un tract spécifique de présentation des candidat-e-s a été édité et diffusé à 4 000 exemplaires dans chacun des cantons. Des rencontres de quartier dans la ville ainsi qu'à la porte des entreprises, en particulier aux Chantiers Aker Yard, sont programmées. Dans les deux cantons de Rezé, Rezé nord-Bouguenais et Bouaye-Rezé sud, un plan de travail privilégie les ren-

contres à domicile avec les électrices et électeurs. Des points de rencontre sont également fixés dans les quartiers (Le Château, la Croix Jeannette...) ainsi qu'à Airbus. A Vertou-vignoble, canton également renouvelable, les communistes ont organisé une rencontre avec les salariés de LU autour des questions touchant l'entreprise et ont convenu d'une série de porte à porte et de rencontres dans les différentes communes (Saint-Fiacre, Château-Thébaud, Basse et Haute-Goulaine). Dans les autres cantons, de Nantes à la Brière, en passant par les secteurs plus ruraux, des initiatives sont en cours de préparation. Un matériel de communication de qualité a été édité pour chacun des cantons et est aujourd'hui à la disposition des militants communistes.



Le dossier.

Le capitalisme en question

Le scandale de la Société Générale interroge tout le système

Quelque chose est pourri dans le monde merveilleux du capitalisme mondialisé. A l'été déjà, la crise du crédit immobilier aux Etats Unis avait entraîné l'expropriation de centaines de milliers de ménages américains. Malgré les nombreuses interventions de la Banque fédérale américaine, c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui commence à subir les effets de la crise. En réalité, la faible croissance de l'économie productive a poussé l'actionnariat capitaliste à rechercher des gains plus rapides dans la spéculation financière. **En 20 ans les marchés financiers ont pris le pouvoir.** Ils ont été à l'origine de bulles spéculatives et le développement des nouvelles technologies n'a fait qu'accélérer le poids des opérations strictement financières et leur absence de relation

avec l'économie réelle. **A tel point que les marchés de produits strictement financiers (transactions sur produits dérivés, changes, finance) sont devenus 200 fois plus importants que les transactions de l'économie réelle (sur les biens et les services, soit le PIB mondial).**

En France, le scandale de la Société Générale en dit long sur les rouages spéculatifs de

En 20 ans, les marchés financiers ont pris le pouvoir

la finance internationale. Accusant une perte de 5 milliards d'euros sur les marchés, la Société Générale obtient tout de même un résultat de 700 millions d'euros au

lieu des 5,5 milliards avant impôts envisagés. Cette perte serait à l'actif d'un seul homme, Jerome Kerviel, bouc émissaire bien commode plutôt que d'interroger le fonctionnement même des banques. **Les «traders», ces personnels qui jouent sur les marchés à la recherche de plus values rapides sont en effet rémunérés en partie avec des «bonus» dépendant de leur rendement.** Alors qu'en 1996, ces bonus n'existaient pas, ils ont été de 656,4 millions d'euros en 2006. A titre de comparaison, la masse salariale de la Société Générale représente 1420,9 millions d'euros pour la même année. Voilà comment les banques, sous la pression des capitalistes qui exigent une plus value annuelle excessive, encouragent leurs salariés à un jeu spéculatif risqué.



C'est donc tout le fonctionnement d'un système qui apparaît au grand jour.

Au XVIII^{ème} siècle, Adam Smith, partisan du libéralisme économique théorisait la « main invisible » qui, en régulant

les marchés, devait mener à l'harmonie sociale. Au XXI^{ème} siècle, c'est la main devenue visible de Kerviel, tout au bout de la chaîne, qui rend possible la perte par une seule banque d'une somme équivalente au

PIB du Tchad aujourd'hui confronté au drame de la guerre civile. **Et si l'harmonie sociale et le progrès humain étaient à chercher au-delà des rouages destructeurs du capitalisme financiarisé ?**



Clotilde Mathieu,
Journaliste économique, titulaire d'un DEA
d'économie à l'université de Nantes.

Depuis le krach du 21 janvier 2008, la crise est rentrée dans une nouvelle phase : elle menace plus que jamais l'activité économique mondiale. Malgré les diverses interventions - baisse des taux d'intérêt, apport de liquidités, plan de relance aux Etats-Unis -, rien ne calme les places boursières. Et les ménages, selon la formule consacrée, ont le moral en berne. La récession se fait de plus en plus sentir, avec des taux de croissance au plus bas. Mais ce krach a aussi fait événement en provoquant la perte colossale de 7 milliards d'euros pour la Société Générale. Cette affaire, que certains voudraient réduire à l'action supposée isolée d'un « trader », accusé d'avoir occasionné la perte de 4,9 milliards d'euros, illustre la dérive globale du capitalisme financier. Elle montre aussi que **la France n'a aucune raison de se croire préservée des conséquences de cette dérive.** Déjà, les conditions d'obtention de crédits deviennent plus dures pour les petites entreprises françaises. Et demain, qu'en sera-t-il pour les particuliers, en premier lieu les plus modestes ? **Il en va de la responsabilité des**

gouvernements de mettre un arrêt aux crises financières à répétition et de trouver les instruments permettant de faire

La gauche doit répondre au défi de mesures opérationnelles rompant avec la dictature de la finance

repartir la croissance des Européens. En France, la commission Attali prétend s'être attelée au problème. Mais les recettes préconisées - baisse du coût du travail, flexibilisation, éducation au risque économique - n'ont-elles pas le goût de produits périmés, tout droit sortis des arrières-cuisines du néolibéralisme européen théorisé lors du sommet de Lisbonne en 2000 ? **Cette nouvelle crise place toute la gauche au défi de mesures réellement audacieuses et opérationnelles, rompant avec la dictature de la rentabilité financière.**

En 1864, à sa création, la banque avait pour dénomination complète « Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ». On en est bien loin aujourd'hui avec la perte de 5 milliards d'euros qui met directement en accusation tout un système basé sur la spéculation et le profit à court terme. Les actionnaires exigent un rendement de 20% par an des capitaux investis. C'est sans commune mesure avec l'économie réelle. Le FMI table par exemple sur une croissance mondiale de 4,6% pour 2008. **Le site de Nantes où je travaille abrite en permanence un stock de capitalisation boursière de 1000 milliards d'euros destiné à circuler sur les marchés pour les opérations spéculatives. A côté, le budget d'environ 1 milliard d'une communauté urbaine aussi importante que celle de Nantes paraît dérisoire.** La législation peut imposer d'urgence

Les banques doivent retrouver un rôle économique réel favorable aux usagers, à l'investissement et à l'emploi

la transparence des opérations. Par ailleurs, il faut remettre en cause les ratios exigés par les actionnaires et remettre en cause la rémunération des « traders » par des bonus allant jusqu'à plusieurs millions d'euros qui encouragent les prises de risques et la spéculation. Voilà pourquoi les élus communistes agissent avec détermination pour sauvegarder du jeu spéculatif des secteurs aussi importants que l'accès à l'eau, à l'énergie, à la culture, aux transports... **Et puis, peut-on vraiment imaginer que la finance internationale puisse encore longtemps mettre en péril le progrès humain ?** Les banques doivent retrouver un rôle économique réel favorable aux usagers, à l'investissement et à l'emploi. Les sommes mises en jeu dans la spéculation boursière apparaissent scandaleuse à l'heure où les collectivités locales manquent cruellement de moyens pour répondre aux besoins des populations.



Raymond Lannuzel,
Syndicaliste à la Société Générale,
Vice Président de Nantes Métropole
délégué à la gestion de l'eau.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

4 800

C'est le nombre de **suppressions de postes aux Caisses d'Épargne** que pourrait entraîner la banalisation du Livret A soit 7% des effectifs du groupe qui compte 52 000 salariés et environ 4 700 agences

Livret A

Plusieurs associations et syndicats ont lancé la **pétition "Pas touche au livret A"** pour s'opposer à sa «privatisation». La pétition demande le "retrait du projet de privatisation du livret A", rappelant qu'il est "simple et pratique", "gratuit et accessible à tous sans conditions", garanti par l'Etat et enfin "utile et solidaire puisque cette épargne a permis de financer les HLM, les écoles, les transports publics".

Sauvegardons la laïcité

Appel d'organisations et personnalités qui rappellent solennellement que, selon l'article 1er de la Constitution, **la France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.** Ces quatre termes indissociables définissent des principes qui s'imposent à tous, au premier rang desquels le Président de la République. Or, les déclarations récentes de Monsieur Sarkozy, mêlant ses convictions personnelles et sa fonction présidentielle, portent atteinte à la laïcité de la République. Appel à l'initiative de la Ligue de l'enseignement, signé par la LDH. www.appel-laïque.org

Déficit cumulé

310 millions d'euros, c'est le montant du déficit cumulé des CHU fin 2007 contre 170 millions en 2006 et 30 millions en 2005

Pouvoir d'achat

En 2006, les salaires dans les entreprises ont baissé pour les ouvriers et stagné pour les employés. Le salaire brut moyen a augmenté de 1% entre 2005 et 2006. Le SMIC net n'a progressé que de 2,4% en euros constants entre 2005 et 2006, contre 3,5% entre 2004 et 2005.

Peut mieux faire !

Au 1er mars pour les salaires des fonctionnaires, ce sera **0,5%** à rapprocher avec l'inflation estimée en 2008 à **1,6%**. Rejetée en bloc par les syndicats.

Effets de manche

F. Fillon proclame une augmentation de 25% du minimum vieillesse. En 5 ans ! **Au bout de 5 ans, les 600 000 personnes visées par cette augmentation vont espérer pouvoir atteindre les 785 euros par mois, contre 682 euros aujourd'hui.** Rappelons que l'actuel seuil de pauvreté édicté par l'UE est de 817 euros. Ce n'est pas la prime de 200 euros pour 2008 qui changera la donne

6 mois après

Alors que les 1ers établissements pénitentiaires pour mineurs sont ouverts depuis juin 2007, l'on doit déjà faire face à un cas de suicide dans l'un des centres. Un manifeste pour mineurs en danger est en ligne sur le site : <http://pays-de-la-loire.emancipation.fr/> **La place des enfants n'est pas en prison !**

Nouveau coup dur !

Le nouveau plan d'Alcatel Lucent prévoit la suppression de 400 emplois en France qui s'ajoutent aux 1 468 en cours. Ce plan s'inscrit dans le contexte des 4 000 nouvelles suppressions mondiales annoncées en octobre 2007. Pour le site d'Orvault, 25 emplois seront supprimés, qui s'ajoutent aux 104, annoncés l'an dernier. Les deux plans se superposeront jusqu'en 2009.

Après s'être mobilisés toute l'année passée, les salariés considèrent ce coup «amorti», mais restent vigilants, considérant : «Pour 2008, ça devrait aller. Mais après ?».

La direction a indiqué " la France s'affirme comme pôle de recherche essentiel d'Alcatel-Lucent pour les technologies de pointe du futur, avec notamment un renforcement de nos équipes dans le développement des réseaux mobiles de quatrième génération (4G) et l'internet haut débit sans fil (WiMAX)". Un «plan de la dernière chance» précisait en septembre dernier, l'équipementier ; la CGT juge ce plan "soft«mais estime que "dans les années à venir s'il n'y a pas de changement de stratégie industrielle, on va de nouveau sabrer.» "L'influence de la France dans le groupe est fortement revue à la baisse", a déploré l'intersyndicale CFDT-CGT-CFTC. **Comment d'ailleurs concevoir qu'un centre de recherche et de développement ne rajeunisse pas son personnel ou ne le renouvelle pas ?**

La mobilisation de 2007 avait amené le gouvernement à mettre en place un groupe de travail sur les perspectives du secteur des télécoms. Ce groupe de travail estimait, entre autres, impropre de parler de crise du secteur dès lors que l'on constate une croissance globale et toujours très soutenue en volume. Il préconisait un ensemble de 16 recommandations largement reprises dans un des chapitres du rapport Attali sur la croissance ; en particulier sur le haut débit, le développement des infrastructures télécoms et l'accès de tous aux réseaux mobiles ou internet.

La ministre de l'économie a affirmé que le gouvernement était soucieux et attentif. L'an dernier, il l'avait déjà promis....et les rapports se succèdent.



L'emploi et le Conseil général

Même si, à l'évidence, la situation de l'emploi appelle une réorientation profonde des politiques nationale et européenne, toutes les énergies doivent être mobilisées localement en faveur de la création d'emplois, de l'accès à l'emploi durable et de qualité, de l'insertion des allocataires du RMI. Un taux de chômage de près 7% et sa baisse en trompe l'œil ; les 15 000 allocataires du RMI en

août 2007, sans compter les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité... c'est dire si l'emploi reste au premier rang des préoccupations des mariligiéniens. Une inquiétude qui doit être partagée par le Conseil général et... les milieux économiques. Certes, le budget insertion pour le CG44 est conséquent : 112,95M€. Mais, aussi important soit-il, cet accompagnement social ne suffit pas à permettre un retour à l'emploi durable et qualifiant. Nous devons être plus volontaristes en s'engageant dans un **plan de résorption du chômage**

Nous n'en resterons pas là !



C'est ainsi que l'ensemble des salariés de la grande distribution ont terminé leur journée d'action du 1er février. Plus de 80% des magasins ont été touchés par ce mouvement de grève à l'appel de la CGT, FO et la CFDT ; comme à Carrefour Beaulieu et Saint-Herblain, Leclerc à Rezé, Champion Villeportet Pornichet... Si le mouvement a été si fort, si massif, c'est, outre son caractère unitaire, parce que les salariés en ont marre de subir. «L'ampleur de la mobilisation dans un secteur qui n'en a pas l'habitude est révélateur des fortes attentes des personnels qui n'en peuvent plus d'être les laissés pour compte d'une activité qui accumule les bénéfices alors que le pouvoir d'achat régresse pour les salariés» indique dans un communiqué l'UD CGT. Ainsi, salaire de misère, conditions de travail dégradées, horaires bousculés, précarité accrue sont

les maux de tous les jours de ces salariés. Tout le monde parle de «pouvoir d'achat», constatent-ils ? Mais de quoi parle-t-on : des trois premiers niveaux de salaire de la grille Carrefour placés en dessous du SMIC ou du 1/3 des salariés Casino qui a une rémunération mensuelle inférieure au SMIC du fait essentiellement des contrats à temps partiel qui concernent plus de 50% de salariés. **Alors en effet, ces salariés aimeraient travailler plus pour gagner plus.** Or lorsqu'un salarié gagne 1 000€, il produit 2 067€ de marge et 463€ à disposition des actionnaires. Pour y arriver : les cadences de travail augmentent, les remplacements pour congés ou maladie sont inexistantes. De plus, tout est sujet à déréglementation comme les dimanches, les ouvertures tardives, de nuit etc.... C'est ce qu'ont dénoncé les salariés en mouvement, ce 1er février. Nouvelle grève le 24 mars, peut être ?

et de la précarité responsabilisant les entreprises et mobilisant les acteurs publics de la formation. Notre département a des atouts : principal pôle tertiaire de la façade Atlantique, 1^{er} pôle national de construction navale, 4^{ème} pôle national de l'aéronautique, 4^{ème} port français, un des leaders européens dans l'agroalimentaire... S'appuyer sur ce potentiel économique pour formaliser un véritable partenariat pour l'emploi et l'insertion professionnelle, rendre socialement responsable le secteur économique doit être une priorité dans l'action du Conseil général. L'attrac-

tivité de notre département ne doit plus engendrer des «laissés pour compte» mais profiter à tous ses habitants. **Remplacer tous les départs en retraite au Conseil général et recruter les agents nécessaires au développement d'un service public efficace et ambitieux ; mettre en place une plate forme départementale pour la création d'emplois qualifiés d'aides aux personnes, en lien avec l'action en faveur de l'autonomie des personnes âgées et/ou handicapés seraient des signes forts dans cet engagement pour l'emploi.**

Evènements, culture, idées.

Au cœur d'un procès : Justice et histoire face au négationnisme

Les 12 mars et 12 avril 2007 eurent lieu devant la 17^e Chambre du tribunal correctionnel de Paris, les débats de ce qui aura probablement été le tout dernier grand procès du négationnisme. A l'origine, une plainte de Robert Faurisson contre Robert Badinter et la chaîne Arte. Ce dernier y avait déclaré : «le dernier procès que j'aurai à plaider dans ma vie avant de devenir ministre, c'est le procès contre Faurisson. J'ai fait condamner Faurisson pour être un faussaire de l'Histoire». Pour cette phrase, Faurisson l'a attaqué en diffamation. Dans ce livre, on lit l'intégralité des minutes du procès, à part l'audition de Faurisson lui-même, dont il a refusé la publication à l'éditeur.

Faurisson était assisté par Me Delcroix, alors que Robert Badinter avait pour avocats Me Jouanneau et Me Henri Leclerc. Ont été notamment cités comme témoins de la défense : Valérie Igounet, historienne reconnue du négationnisme en France, Annette Wieviorka, historienne, directrice de recherches au CNRS, Gérard Panczer, chimiste, Didier Daeninckx, écrivain, Nadine Fresco, historienne, Me Roland Rappaport, Henry Rousso, directeur de recherches au CNRS, Me Charles Forman.

V. Igounet, au cours de son audition, déclare : «On est là pour se demander si le négationnisme de R. Faurisson ou le négationnisme en général, est un paravent de l'antisémitisme. A mon sens, oui.». Ajoutant : «Quand on lit le discours de R. Faurisson, on lit le négationnisme en général. Il se situe aux antipodes de l'histoire, ce n'est pas du tout de l'histoire. Evidemment que le négationnisme fausse l'histoire». Concernant la loi Gayssot du 13 juillet 1990, Didier Daeninckx, se dit «totalement persuadé de la nécessité de cette loi qui a 17 ans. Quand on reprend son histoire, on

s'aperçoit qu'elle n'a pas gêné la recherche historique. Depuis 17 ans, il n'y a jamais eu autant de colloques d'articles, de livres, d'inter-

La Justice et l'Histoire face au négationnisme

Au cœur d'un procès

Dossier composé par M. Bernard Jouanneau

Avant-propos de Robert Badinter

Fayard

ventions de films sur le thème de la Shoah». Il pense que cette loi «ne condamne pas l'expression d'une recherche, elle condamne aujourd'hui le négationnisme considéré comme la nouvelle forme, la forme virulente de l'antisémitisme».

H. Rousso estime, lui, que ce procès n'a pas pour objet de juger l'Histoire. «Nous sommes là, dit-il, pour juger les propos d'un certain nombre de personnes. Il s'agit d'une affaire contemporaine qui met en question les droits et les devoirs de toute personne qui prétend écrire l'Histoire (...) exercer une activité d'historien. Et, dans ce cas là, je pense que les termes accolés aux travaux de M. Faurisson depuis 25 ans, à savoir ceux de faussaire et de falsificateur, me paraissent comme il y a 25 ans, la seule façon possible de les qualifier». Au cours de son audition Me R. Rappaport évoque la «fameuse thèse de Nantes, soutenue par

H. Roques, dans des conditions tout à fait frauduleuses à Nantes en 1985». Cette thèse a été annulée parce qu'on avait réuni un jury qui n'avait aucune qualité pour cela, dans des conditions tout à fait anormales. Cette thèse a été annulée, même avec les vains recours procéduriers de H. Roques - habitués aux négationnistes - devant le Tribunal administratif et le Conseil d'Etat. Concernant ici Faurisson, dans ses conclusions orales, le Procureur y insiste fortement : «M. Faurisson a bien été condamné, la méthode de M. Faurisson a bien été condamnée, elle a été prouvée en des termes qui permettent de dire légitimement qu'elle est celle d'un faussaire au sens propre du terme. Son raisonnement est faussé, ses analyses sont faussées, ses conclusions sont des amalgames que rien ne vient étayer. Tout cela ne produit d'un mensonge, des impostures qui sont le propre des faussaires». Le sens de son entreprise ? «elle est soutenue par un antisémitisme forcené qui n'avance pas masqué mais au grand jour». Le jugement, rendu le 21 mai 2007, a donc débouté Faurisson de sa plainte. Comme l'écrit R. Badinter dans son avant-propos : «Bien au-delà de la décision qui a clos ce singulier épisode judiciaire, les textes publiés ici serviront la cause de la vérité sur le processus d'extermination des juifs européens, perpétré par Hitler et les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Ce procès aura constitué ainsi un acquis précieux pour les historiens de demain et les lecteurs d'aujourd'hui.»

La Justice et l'Histoire face au négationnisme, Au cœur d'un procès, Fayard, 2008, 400 pages, 22€

LIRE

Amérique latine : les élections contre la démocratie ?

Douze pays d'Amérique latine ont tenu des élections présidentielles entre novembre 2005 et décembre 2006. Cette exceptionnelle vague d'élections s'est soldée par des changements radicaux (Bolivie, Équateur), mais aussi par une certaine continuité (Chili, Colombie, Mexique, Venezuela, Brésil).

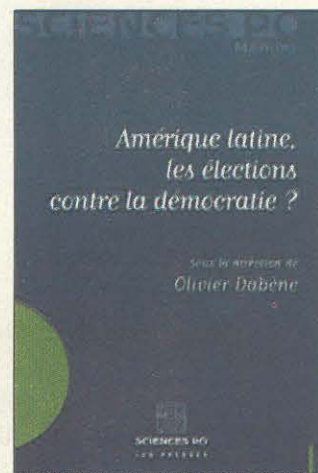
Des figures nouvelles sont apparues, tel l'Indien Evo Morales en Bolivie ou Michelle Bachelet au Chili, quand d'anciens présidents ont été réélus deux décennies après leur premier mandat (Costa Rica, Nicaragua, Pérou). Loin d'une vague de gauche uniforme le bilan est cependant mitigé. La thèse paradoxale, voire provocatrice, de l'ouvrage est que «les élections joueraient à présent contre la démocratie, dans la mesure où elles alimenteraient une spirale de la déception» qui «reste palpable, alors même que la situation économique du continent est paradoxalement très favorable».

Dans un tel contexte, les comportements électoraux se caractérisent d'abord, soit par une désertion croissante (non-inscription, abstention, vote blanc ou nul), soit par un abandon à la rhétorique néopopuliste (vote de délégation à un leader charismatique), soit par un vote de protestation (voto bronca) conduisant à de nombreuses alternances. Ces comportements se verraient d'ailleurs confortés par une crise profonde de l'offre politique, c'est-à-dire par l'incapacité à articuler une alternative crédible, par un discrédit des personnels politiques, d'où l'apparition d'outsiders face à la faiblesse des partis politiques.

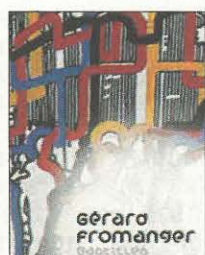
Enfin, les systèmes électoraux, régulièrement remis en cause, ne parviendraient à garantir ni une juste représentativité des minorités, ni une gouvernabilité assurée, avec fréquentes cohabitations dans un système partisan émiétté.

Des pistes pertinentes, qui interdisent toute vision trop unilatéralement idyllique de la poussée électorale à gauche en Amérique latine.

Ed. Presses de Sciences Po, 2008, 382 p., 23 €



VOIR...



"Bastilles" de G. Fromanger

Jusqu'au 9 mars 2008, le Musée des Beaux-arts de Nantes présente l'exposition «Bastilles» de Gérard Fromanger.

Ce peintre s'est révélé en 1968 à l'atelier populaire de l'École des Beaux-Arts et au Salon de la jeune peinture. Il a développé depuis une œuvre fortement engagée, procédant par séries dont certaines ont suscité des textes importants de J. Prévert, G. Deleuze, F. Guattari ou M. Foucault.

Ses toiles s'organisent en cycles, suite de compositions liées entre elles, autant stylistiquement que thématiquement. Il use tour à tour des moyens d'agencement les plus variés : superpositions de plans, surimpressions, montages d'éléments figuratifs hétérogènes ou répétitifs.

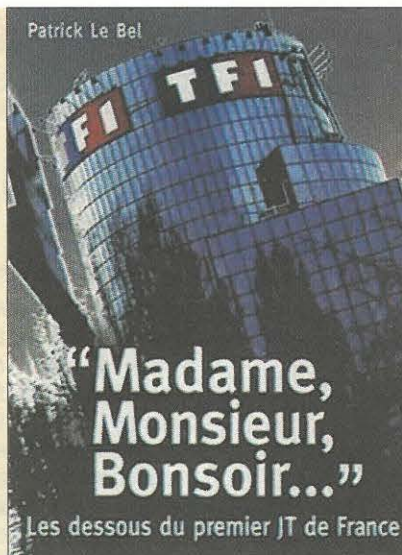
10, rue G. Clemenceau Nantes.
Tél. 02 51 17 45 00

MÉDIAS

L'info à TF1

Les dessous du JT

L'information sur TF1 est régulièrement dans le collimateur : reproche à J-P Pernaut de faire un «13 h.» de la France profonde, mise en avant des faits divers, sujets innombrables sur l'insécurité, collusion envers le pouvoir sarkozyste... Mais cette fois-ci, l'attaque vient de l'intérieur. Dans un livre intitulé Madame, Monsieur, Bonsoir..., cinq journalistes de la rédaction de TF1 – prudemment anonymes – racontent les coulisses de la grand-messe du 20 h. Les auteurs y dénoncent un PPDA tyrannique et méprisant. Il déclare : «on ne pense pas ici, on fabrique un journal», et considère «qu'un off [reportage sans commentaire] dans mon journal est déjà un



immense privilège»

Un autre sujet abordé dans ce livre est bien plus préoccupant : les relations entre Nicolas Sarkozy et TF1. Les auteurs racontent notamment le soir de l'élection du président : «Sur le plateau, Claire [Chazal] et

Patrick [Poivre d'Arvor] ont voulu également se joindre à la fête et n'ont pas attendu 20 heures pour déboucher le champagne, sous le nez de dizaines de techniciens éberlués par tant d'indécence». On apprend aussi que sa victoire a été fêtée dans un carré VIP de la chaîne, dès 18h30, avant même l'annonce officielle des premiers résultats. «Qu'importe, on est entre nous. De nombreux invités, gros annonceurs, gros salaires, et quelques amis, accès très prisé, contrôle sévère à l'entrée»

Mais ces journalistes, enfants gâtés du PAF, ne sont cependant pas très crédibles. Dans le confort de l'anonymat, ils cèdent à une approche people du sujet, visant le best-seller. Rien qui ne vienne dépasser l'enquête de P. Péan, il y a une dizaine d'années déjà : «TF1, un pouvoir».

P. Le Bel, «Madame, Monsieur, Bonsoir», Ed. Panama, 2008, 172 p. 15 €.

près de vous

Trignac

Les rencontres publiques des municipales

Après avoir distribué aux habitants, le bilan 2001 / 2007, la liste «**Trignac combative et solidaire**» a rendu publiques les propositions de son contrat communal. «**Nous voulons, demain, une municipalité qui ressemble aux Trignacais dans leur diversité**» a déclaré Sabine Mahé lors d'une conférence de presse. «**Et parce que la construction de la ville concerne tout le monde, si nous sommes élus, nous allons créer des conseils de quartier et solliciter le contrôle et l'intervention citoyenne**». La liste propose de tenir trois réunions publiques dans les quartiers : le mercredi 27 février à Bert, le lundi 3 mars à Certé et le mercredi 5 mars à Trignac Centre.

Saint Sébastien

Les caméléons de Joël GUERRIAU

Nouveau mélange des genres avec la liste de Joël GUERRIAU qui comprend selon ses dires «**13 personnes engagées ou encartées PS, Verts, Radicaux de Gauche, Modem, UMP à jour de leurs cotisations dans leurs partis respectifs**». Les communiqués de presse contradictoires concernant la couleur et l'origine politiques de certains candidats n'y changeront rien, la liste de Joël GUERRIAU est une liste de droite peut importe le nombre des caméléons qui s'y sont réfugiés. «**Fiers d'être à gauche**» disent les publications et affiches des candidats présentés par le Parti Communiste Français aux cantonales. Cela s'applique aussi aux listes des municipales dans lesquelles des communistes sont présents. Sans ambiguïté.

Nantes 10

Avec Marie Annick Benâtre, prolongez vos luttes

Marie Annick BENATRE et Pierre CHAMPEAU ont commencé leur campagne de proximité en s'adressant particulièrement aux victimes de la politique menée par la droite depuis plus de cinq ans. Rmistes et travailleurs pauvres sont particulièrement nombreux dans le canton, notamment dans le quartier du Clos Toreau. Ils proposent aux habitants de sanctionner Sarkozy, de déposer dans l'urne un bulletin de vote «**de résistance et d'espoir**» et «**de prolonger les luttes sociales des fonctionnaires pour leur pouvoir d'achat, des cheminots ou salariés d'EDF / GDF pour la défense de leur régime de retraite, des citoyens refusant les franchises médicales ou les quotas pour les sans-papiers...**»



L'invité

Municipales et cantonales Deux élections pour affirmer notre identité

Qu'elles soient municipales ou cantonales, les élections à venir donnent l'occasion aux communistes d'affirmer leur identité, leur utilité, d'avoir de la visibilité. Il y a cinq communistes sur la liste de gauche menée par Joël BATTEUX à Saint-Nazaire. Parmi eux, Alain MANARA, militant syndicaliste à Airbus. Aux cantonales, sur le canton centre, André FADDA dont chacun connaît l'engagement auprès des travailleurs précaires de la construction navale, est le suppléant de Catherine ROUGE. Notre objectif est de prolonger dans le cadre des ces deux élections, les nombreuses batailles menées depuis des années pour «**une construction navale du 21ème siècle à Saint-Nazaire**» et de continuer à populariser les propositions travaillées avec Marie George BUF-FET lors de sa venue à Saint-Nazaire. Notre engagement aux côtés des travailleurs d'EADS dénonçant Power 8, les parachutes dorés et les actionnaires voyous, ont également marqué le paysage local. Annyvonne MANDIN, ma suppléante sur le canton ouest, a, quant à elle, mené pendant sept ans, son travail d'élue municipale en lien étroit avec la population du quartier populaire de la Bouletterie sur les questions de logement, de la place des jeunes, de l'urgence sociale. Toujours est-il que le discours du maire sortant lors de la présentation de la liste de rassemblement des forces de gauche, a débuté par un plaidoyer en faveur de la navale et un soutien appuyé à l'activité industrielle. Nous étions loin, très loin, du débat d'il y a trois ans, complaisamment relayé par la presse, sur les bienfaits des économies touristique et résidentielle et sur la proposition, un brin provocatrice, d'appeler un jour, peut-être, notre ville «**Saint-Nazaire sur Mer**». En tout cas, ce dont je suis sûr, c'est qu'un bon résultat des candidats communistes «**fiers d'être à gauche**» aux deux élections cantonales, sera un précieux atout pour que nos élus soient, demain, bien écoutés et entendus au Conseil municipal.



Yvon Renévot

Candidat sur le canton ouest de Saint-Nazaire, responsable des communistes nazairiens.

L'activité

Notre Dame des Landes

Dominique Bussereau frappé par la maladie d'Alzheimer ?

Lors de la dernière séance de Nantes Métropole, Yann VINCE s'est félicité de voir évoluer positivement le dossier de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il s'est cependant étonné des déclarations du Secrétaire d'Etat aux transports, Dominique BUSSEREAU annonçant à plusieurs reprises qu'à son ouverture, le futur aéroport serait relié à l'agglomération nantaise, par un service de cars en site propre. Or, toutes les collectivités partenaires ainsi que la commission d'enquête publique ont demandé le raccordement ferroviaire par tram/train. «**Perte de mémoire? Erreur d'interprétation des médias? Nouvelle dérobade du gouvernement pour retarder davantage son engagement financier aux côtés des collectivités?**» questionne le Président du groupe communiste soulignant que les élus de Nantes Métropole entendent bien solliciter le gouvernement pour avoir une réponse claire à ces questions.

Palestine

Les Conseillers rezéens unanimes

A l'initiative des élus communistes, tous les Conseillers municipaux ont voté à l'unanimité un vœu en faveur d'une paix juste et équitable en Palestine. Le Conseil municipal «**condamne les tirs de roquettes sur la population civile israélienne et le blocus de Gaza qui a fait plus de 40 morts et prive la population du minimum vital**». Il apporte son «**soutien aux populations palestinienne et israélienne qui, dans leur grande majorité aspirent à la paix**» et demande «**la création d'un état palestinien viable dans ses frontières reconnues par la communauté internationale et la résolution de l'ONU de 1967...**» Selon les élus rezéens, «**la solution du conflit réside dans la reconnaissance des mêmes droits fondamentaux, d'une même dignité et d'une même sécurité pour les deux peuples et la stricte application du principe**» deux états pour deux peuples «**en conformité avec le droit international et les résolutions des Nations Unies**».



Pays de la Loire

Michèle Picaud «N'encourageons pas la démobilité de l'Etat»

Depuis trois ans, maintenant, la région a mis en place les Contrats Territoriaux Uniques signés avec les intercommunalités. Elle évite ainsi le saupoudrage des subventions aux différentes collectivités d'un même territoire et la perte d'efficacité. Ces contrats, a souligné Michèle PICAUD lors de la dernière séance du Conseil régional, sont une alternative «**heureuse** à la formule de guichet qui sévissait avec la précédente majorité». L'aide, aujourd'hui, est définie dans une logique de projet, définie au plus près par les élus de proximité et les conseils de développement. Ces contrats ne doivent cependant pas avoir pour vocation de remplacer l'Etat dans ses missions et encourager sa «**démobilisation**» a remarqué l'élue. Les questions de logement et de santé notamment, doivent rester «**de la première responsabilité de l'Etat**». Or, si on n'y prend pas garde, le danger est réel. Par exemple, a-t-elle précisé, «**nous avons à l'esprit l'exemple du tramway du Mans, pour lequel l'Etat n'a versé que 13 millions d'euros alors qu'il s'était engagé pour 43 millions.**»



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



NANTES

Assemblée Générale de section

Judi 21 Février 18H30

À la Fédération

BLAIN

Meetings de la liste « Blain Gauche Solidaire »

Lundi 3 mars/20H30 Saint Omer de Blain (La Pinsonnette)

Mardi 4 mars/20H30 Saint Emilien de Blain (salle municipale)

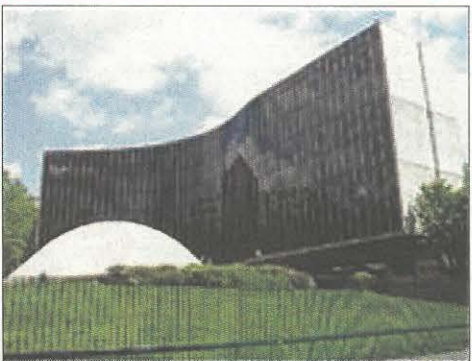
Judi 6 mars/20H30 Blain (centre Henry-Dunant)

ST JOACHIM

Présentation du programme de la liste « Unis à Saint-Joachim - Construire, Agir ensemble » conduite par Marc Justy

Samedi 16 Février A 10 H 30 Centre Georges Brassens, salle Patrick Le Saux

■ Déclaration du Conseil national du PCF du 08 Février



Dans un mois auront lieu les premiers tours des élections municipales et cantonales. Un mois pendant lequel les communistes vont continuer à être présents sur les marchés, au porte à porte, à mener campagne sur les lieux de travail, multiplier les initiatives pour convaincre qu'avec ces élections et malgré la politique du gouvernement, c'est la vie quotidienne de chacun et de chacune qui peut s'améliorer. Le journal l'Humanité représente dans cette bataille un

atout irremplaçable.

Dans chaque ville, dans chaque canton, les élu-e-s et les candidat-e-s présenté-e-s et soutenu-e-s par le PCF sont à l'offensive pour gagner un maximum d'espaces de résistance à la droite. A l'offensive pour conquérir, partout en France, de nouveaux élus et la direction de nouvelles collectivités. A l'offensive en construisant leur campagne comme ils construiront leur gestion : sur la participation démocratique de chaque citoyenne et citoyen.

A l'offensive tout simplement pour disposer demain des moyens politiques et financiers pour mener des politiques solidaires et moderne, dynamiques et sociales, écologiques et féministes, pour contribuer à promouvoir tant les droits de chacun, de chacune que leur réussite et leur épanouissement personnels et pour se donner des points d'appui aux luttes.

Toutes nos propositions en matière de logement, d'emploi, de développement des services publics, de promotion de la vie associative, culturelle et sportive, de soutien à la réussite de la jeunesse, sont traversées par ces valeurs. Avec elles nous avons à cœur de tisser ces liens qui font le vivre ensemble et la qualité de vie partout en France.

Ces ambitions ne pourront se concrétiser sans la constitution de larges dynamiques de rassemblement à gauche. C'est pourquoi les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour que l'union à gauche prévale dans un maximum de localités. Très majoritairement cet objectif a été atteint. Jusqu'au dépôt des listes, les communistes seront mobilisés pour favoriser les rassemblements les plus efficaces à gauche sur la base de projets locaux progressistes, construits avec les populations et utiles au plus grand nombre. Et au-delà de tous les progrès que peut apporter un maire ou un président de Conseil général, des majorités municipales ou départementales de gauche, des points d'appui pour l'action que peuvent être des élus locaux communistes, ces élections sont aussi l'occasion de sanctionner la politique de la droite.

Depuis bientôt un an, le gouvernement ne cesse d'attaquer les droits humains et sociaux pour soutenir les exigences du MEDEF et de la haute finance. Et le résultat est là : notre économie est menacée par la crise du système financier. Et la vie est toujours plus dure du fait des pressions continues sur les salaires, le pouvoir d'achat et le temps de travail, des remises en cause des droits du travail, à la santé et à la retraite, des cadeaux fiscaux qui fragilisent l'école et les services publics, des attaques contre la laïcité, les droits des femmes...

Et c'est bien parce que l'urgence est de battre la droite, ses idées et de construire une alternative à gauche que le Conseil national dénonce les manoeuvres d'élus socialistes qui, imaginant leur salut du côté du Modem, contribuent à la dilution des valeurs et des convictions propres à la gauche. Il encourage les communistes confrontés à ces situations à continuer à se battre pour assurer la réaffirmation claire et la visibilité, dans leur localité, des idéaux qui sont les nôtres et ceux de tous les progressistes.

Aussi, le Conseil national invite les adhérent-e-s, les progressistes dans les villages, les villes, les quartiers et les entreprises, à déployer cette bataille électorale avec enthousiasme et créativité : ensemble, nous pouvons créer les conditions d'une large victoire de la gauche et plus particulièrement des candidats et candidates soutenu-e-s et présenté-e-s par notre parti.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU

Commission paritaire : N° 0310 I 86504

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : SEM Locminé

Responsable de la rédaction :

Aymeric SEASSAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Yannick CHENEAU

Michel DEJEU

Michel LUCAS

Jean-Yves MARTIN

Yann VINCE



Vite lu...

FIERS D ETRE A GAUCHE



C'est sous le slogan « FIERS D ETRE A GAUCHE! » que les communistes ont lancé leur campagne dans le département. Pour les seules cantonales ce sont plus de 160 000 tracts qui sont actuellement distribués.

Au revoir Jean Pierre

Notre camarade Jean Pierre LAMORLETTE de la Section des 3 rivières nous a quitté le jeudi 7 février, à 56 ans après une maladie foudroyante. Il avait été Secrétaire de la section pendant de nombreuses années et en était le trésorier actuel. La rédaction des Nouvelles de Loire-Atlantique et la Fédération du PCF se joignent aux militants de la section pour adresser à sa famille ainsi qu'à ses proches, leurs plus sincères condoléances.



Par Delphine Langlet, Ouvrière agricole

La réforme du marché du travail est en cours. Mais que l'on ne s'y trompe pas. Les changements imposés au

monde du travail vont bien au-delà de l'allongement de la période d'essai, de l'instauration d'un nouveau contrat, ou de la fin des 35h. C'est une véritable refondation que subit le monde du travail. L'heure est à la déstructuration. Finie l'organisation tradition-

nelle où la loi, avec le concours des syndicats et de la justice prud'homale, faisait médiation entre patrons et salariés. Syndicats affaiblis, tribunaux de prud'hommes fermés, « séparation à l'amiable », temps de travail hebdomadaire fixé entreprise par entreprise, l'inéquité fondamentale du rapport salarial est volontairement et abominablement nié par la droite et les représentants du patronat. L'idéologie libérale veut nous faire croire que le salarié est en mesure de négocier seul à seul ses conditions de travail. Les lois encadrant le travail seraient devenues inutiles ! Heures sup-

plémentaires, travail le dimanche, travail des retraités, tout n'est que question de choix et de volonté individuelle. Une nouvelle ère est ouverte : celle du volontariat. L'individu moderne, seul responsable, par sa volonté de sa situation sociale et professionnelle. C'est le dogme que tente de nous faire accepter Sarkozy et ses pairs. Le travail actuel du gouvernement est en fait de conduire la société à un individualisme forcené en détruisant toutes les normes collectives. Le droit du travail, dernier garde-fou des garanties collectives abattu, c'est un isolement renforcé qui attend le sala-



rié. Et le patronat l'a depuis longtemps compris : des salariés isolés, sans repères collectifs, mis en concurrence les uns avec les autres, ce sont des salariés plus vulnérables, donc plus malléables. Face à cette offensive, réaffirmons l'existence d'une classe salariale aux intérêts communs qu'il est plus qu'urgent de défendre !